

**Algérie - Vème session du Comité
mixte économique franco-algérien
(COMEFA) et tenue du dialogue
stratégique franco-algérien -
Communiqué de presse conjoint du
ministère de l'Europe et des affaires
étrangères et du ministère de
l'économie et des finances
(Paris, 29 octobre 2018)**

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères et M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances co-présideront le Vème Comité mixte économique franco-algérien (COMEFA) le 29 octobre 2018 aux côtés de leurs homologues algériens, M. Abdelkader Messahel, ministre des affaires étrangères, et M. Youcef Yousfi, ministre de l'Industrie et des Mines.

Le COMEFA s'est imposé depuis 2013 comme un moteur de la relation économique entre la France et l'Algérie et a permis la concrétisation de projets industriels structurants et mutuellement bénéfiques pour les deux pays. Les sessions précédentes ont ainsi débouché sur la signature de plusieurs accords importants dans des domaines variés comme l'agroalimentaire, l'automobile, la santé, les transports ou la formation professionnelle.

Dix mois après la visite du président de la République en Algérie et le Comité intergouvernemental de haut niveau du 7 décembre 2017, cette Vème session du COMEFA permettra de faire le point sur notre partenariat économique et de le renforcer. Plusieurs accords devraient être signés à cette occasion, en particulier pour engager la mise en place d'un fonds bilatéral d'investissement, mais également dans les domaines de la formation professionnelle, de l'agriculture et de la gestion des risques industriels.

Avec 8,3 milliards d'euros d'échanges en 2017, plus de 2,6 milliards d'euros d'investissements directs, près de 500 entreprises françaises implantées, l'Algérie est un partenaire de tout premier plan de la France Méditerranée, en Afrique et dans le monde arabe.

Le ministre de l'Europe et des affaires étrangères animera également avec son homologue, M. Abdelkader Messahel, la seconde session du dialogue stratégique franco-algérien. Les deux ministres échangeront sur les questions sécuritaires et régionales d'intérêt commun, en particulier sur la situation en Libye, au Sahel, la lutte contre le terrorisme et les trafics, notamment d'êtres humains./.